

SAINT-APOLLINAIRE

Budget : colère contre le désengagement de l'État

Lundi, la réunion du conseil municipal de Saint-Apollinaire a été le support du traditionnel débat d'orientations budgétaires, préambule au vote du budget annoncé pour le 14 mars. Les discussions ont largement tourné autour de la possibilité qu'aucune aide de l'État ne soit versée à la Ville cette année.

« J'ai envie de vous poser une question : faut-il bien gérer nos communes ? », a lancé, lundi 7 février, lors de la réunion du conseil municipal de Saint-Apollinaire, le maire, Jean-François Dodel (SE), sitôt la présentation du débat d'orientation budgétaire effectuée par son adjoint aux finances. Et de continuer : « Puisque lorsqu'on les gère bien, c'est-à-dire pour notre commune sans augmenter les impôts depuis treize ans et en investissant sans emprunter, l'État se désengage ».

Le désarroi mêlé de colère du premier édile provient du classement de la Ville dans les 1,3 % de communes qui ne toucheront plus de dotation globale de fonctionnement (DGF) en France. Cette aide, présentée comme la principale dotation de fonctionnement de l'État aux collectivités, n'a fait que décroître ces dernières années pour Saint-Apollinaire, amenant à repenser totalement la politique de la commune en matière de finances. « La DGF c'était 700 000 € au début des années 2000. Dernièrement, c'était descendu à 35 000 € ». Et l'élue de prévenir : « Il va falloir que l'on réfléchisse dans les années à venir sur la manière dont nous allons maintenir la qualité des services sans augmenter la pression fiscale sur les ménages ».

Prix de l'énergie, personnel : des dépenses de fonctionnement en hausse...

Parmi les fortes hausses en matière de dépenses, l'augmentation des prix de l'énergie : « Nous avons dû mettre près de 80 000 € supplémentaires pour pallier les augmentations tarifaires de l'eau, de l'électricité et du gaz », a déploré Frédéric Goulier, premier adjoint délégué notamment aux finances.

Également citées, les dépenses de personnel : « Nous allons dépasser la barre fatidique des 5 millions d'euros pour les dépenses de personnel, soit une hausse de 3,9 % par rapport à 2021. Cela s'explique par le "glissement



Le maire de Saint-Apollinaire a annoncé que la ville entrerait dans les 1,3 % de communes qui ne toucheront plus de dotation de l'État.
Photo d'illustration LBP/Philippe BRUCHOT



“ Sur les dépenses [...], on a pu serrer les boulons un peu partout cette année, mais on voit bien qu'on ne peut plus aller plus loin. ”

Frédéric Goulier, premier adjoint

ment vieillesse technicité”, mais également par le fait que l'on s'auto-assure sur les arrêts maladie », a justifié l'élue. Avant de préciser plus généralement : « Sur les dépenses, nous sommes aujourd'hui à flux tendu. On a pu serrer les boulons un peu partout cette année, mais on voit bien qu'on ne peut plus aller plus loin ».

...Et des recettes en baisse

En plus de la DGF annoncée nulle par Frédéric Goulier, la dotation de solidarité versée par la Métropole devrait, elle aussi, connaître une sévère amputation : « Nous allons subir une baisse vertigineuse pour une commune comme la nôtre, entre 80 000 € et 130 000 €, selon les dif-

LES CHIFFRES CLÉS DU FUTUR BUDGET

- **Dépenses de fonctionnement** : elles s'établissent à 7 881 000 €, en hausse de 3,4 % par rapport à 2019 (année de référence, car avant crise sanitaire). Parmi elles, 2 209 000 € de charges à caractère général (132 000 € de plus qu'en 2019).
- **Les recettes de fonctionnement** sont, elles, estimées à 7 600 000 € (à noter que les dépenses réelles de 2019 ont atteint 8 014 000 €), avec des baisses de dotations de l'État et de la Métropole (lire par ailleurs).
- **Les dépenses réelles d'investissement** sont estimées à 2 144 600 €. Parmi elles, se trouvent 238 000 € pour la vidéo-protection ou encore 250 000 € pour la rénovation énergétique.
- **Recettes réelles d'investissement** : elles s'élèvent à 1 133 000 €, avec une affectation du résultat de fonctionnement de 949 000 €.
- **Un emprunt de 200 000 € est envisagé** en cas de subvention insuffisante pour équilibrer le budget.

férents scénarios, sur un montant de base de 430 000 €, soit une entaille de 25 % à 30 %, qui sera décidée au mois de mars et qui s'appliquera dès 2022 », a prévenu le premier adjoint, reconnaissant néanmoins que « la Métropole est une collectivité comme la nôtre, qui doit faire face à des dépenses supplémentaires ».

Cédric ROYER (CLP)

Plus de 2 millions d'euros d'investissements

« Anticipation » et « optimisme » sont les deux mots choisis par Frédéric Goulier, premier adjoint en charge des finances, pour qualifier le futur budget 2022. « Malgré des dépenses qui augmentent et des recettes qui diminuent, nous avons décidé de ne pas augmenter les taux d'imposition communale », a indiqué l'élue. Et de se réjouir : « Nous allons encore pouvoir réaliser des investissements à hauteur de plus de 2 millions d'euros cette année ». Parmi ces investissements, l'amélioration des structures sportives, la création de salles de classe pour accueillir les enfants du nouveau quartier Courbes-Royes, le renforcement de la vidéoprotection, mais également la

mise en œuvre du plan de transition écologique, voté lors de la précédente réunion du conseil municipal. D'autres éléments de satisfaction sont évoqués par l'élue : l'épargne détenue par la commune qui est en hausse et le désendettement qui s'accroît : « Si l'on ne fait pas de nouveaux emprunts, en 2029, nous aurons remboursé la totalité de notre dette ». Le taux de logements sociaux permet, quant à lui, de ne plus payer de compensation.

Dernière bonne nouvelle : « Nous n'augmentons pas les impôts, mais nous allons avoir une revalorisation des bases fiscales de 3,4 %, c'est la loi de finance qui nous le propose », a souligné Frédéric Goulier.

QUETIGNY

Classe menacée de fermeture : les élus votent pour son maintien



Lundi, des parents d'élèves avaient manifesté devant l'école élémentaire pour protester contre la menace de fermeture d'une classe. Photo archives LBP/Jean-François DUMAND

Alors que l'académie de Dijon a décidé, mardi 8 février, de suspendre la fermeture d'une classe du groupe scolaire Les Huches-François-Mitterrand, à Quetigny, et de réexaminer la question au mois de juin, Moulay Jellal, deuxième adjoint au maire, délégué notamment à l'action éducative, a prononcé, mardi, lors de la réunion du conseil municipal, un vœu en faveur de son maintien absolu.

Un vœu voté à l'unanimité

« Cet établissement scolaire accueille de nombreux enfants issus d'un quartier qui était encore classé il y a peu en ZUS (zone urbaine sensible, ndlr). Les interventions importantes du Rased (réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) – 24 élèves suivis en CP et CE1, 24 enfants suivis en CP et CE1 – ainsi que du programme de réussite éducative (entièrement financé sur le budget communal),

“ Nous restons vigilants quant au maintien de cette septième classe et ne baisserons pas les bras. ”

Moulay Jellal, deuxième adjoint au maire, délégué à l'action éducative

qui accompagne 24 familles, illustrent [...] notre volonté commune d'offrir les meilleures conditions d'apprentissage aux élèves. Nous restons vigilants quant au maintien de cette septième classe et ne baisserons pas les bras ».

Tous les élus (majorité, groupe Etq et Réinventons Quetigny) ont voté ce vœu à l'unanimité.

Bernard CERCLEY (CLP)

SENNECEY-LÈS-DIJON

“Territoires, villes et villages Internet” : la commune distinguée



Sennecey-lès-Dijon a, pour la deuxième année consécutive, reçu cinq arobases dans le cadre du label “Territoires, villes et villages Internet”. Photo d'illustration LBP/Emmanuelle BAILLIS

Jeudi 3 février, pour la deuxième année consécutive, Sennecey-lès-Dijon a reçu cinq arobases dans le cadre du label “Territoires, villes et villages Internet”. Cette distinction vient récompenser l'implication de la commune pour que sa population puisse bénéficier des avantages du numérique. Ainsi, deux dalles tactiles ont été installées à l'école maternelle et trente ordinateurs portables ont été achetés pour les classes de l'école élémentaire. De plus, l'an passé, le site Internet communal et le portail dédié à la médiathèque Michel-Pimpie ont été modernisés. La Ville s'est également engagée dans le réseau métropolitain d'aides numériques : quatre agents ont ainsi pu bénéficier de formations spécifiques à l'accompagnement aux démarches administratives dématérialisées. Enfin, les projets d'installation d'un réseau d'interconnexion des bâtiments communaux en fibre optique et du remaniement du “portail famille” sont en cours.